

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Air Liquide France Industrie

2 rue du Sauzai
69320 Feyzin

Références : UDR-CRT-25-57-HD
Code AIOT : 0006103714

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement Air Liquide France Industrie implanté Avenue Ramboz 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 30/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a eu lieu dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers révisée du site datée de septembre 2017.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Air Liquide France Industrie
- Avenue Ramboz 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103714
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Air Liquide France Industrie (ALFI), située sur la plate-forme de Belle-Étoile à Saint-Fons, exploite une installation de production de dihydrogène par réformage de méthane à la vapeur. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 19 octobre 1998 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site d'Air Liquide France présent sur la plate-forme de Belle Étoile est un site soumis à autorisation, du fait des rubriques 3420-a et 2910-B.

L'exploitant a remis, en septembre 2017, une mise à jour de l'étude de dangers réalisée en 2002 par la société Rhodia dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter préliminaire à la construction de l'unité. Cette mise à jour vise à intégrer les principales modifications du site, à savoir le passage en mode autocontrôle et l'arrêt définitif de certaines activités du site (chaufferie et cogénération).

L'inspection a analysé cette mise à jour et formulé des demandes de compléments à l'exploitant présentées dans la grille d'instruction annexée au présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	limites du site	Autre du 01/09/2017, article EDD	Demande d'action corrective	4 mois
2	Effets hors site	Autre du 01/09/2017, article EDD	Demande d'action corrective	4 mois
4	Mesures de protection et d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III	Demande d'action corrective	4 mois
5	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III	Demande d'action corrective	4 mois
6	moyens d'incendie et de secours	Autre du 01/09/2017, article EDD	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mode d'exploitation	Autre du 01/09/2017, article EDD	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a aussi été l'occasion d'éclaircir et de contrôler certains points de l'étude de

dangers mise à jour. Les points inspectés ont porté sur le périmètre de l'installation et les mesures de protection et moyens d'intervention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : limites du site

Référence réglementaire : Autre du 01/09/2017, article EDD
Thème(s) : Situation administrative, limites du site
Prescription contrôlée : <u>Description des installations et de leur fonctionnement :</u> En considérant les limites du site de Belle-Etoile à la plateforme de Solvay, l'analyse des risques a mis en évidence que les accidents majeurs susceptibles de sortir des limites de la plateforme de Solvay (p 20 de l'EDD)
Constats : L'inspection constate que les limites du site ne sont pas clairement établies dans l'EDD. De plus, l'exploitant analyse les effets hors site en prenant comme référence les limites de la plateforme Belle étoile et non les limites de son installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète son EDD en précisant les limites de son installation. Il annexe à l'EDD un plan de situation des installations. Il actualise son analyse des risques et prend en compte les limites du site pour définir les effets hors de son installation (cf n°2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Effets hors site

Référence réglementaire : Autre du 01/09/2017, article EDD
Thème(s) : Risques accidentels, effets hors site
Prescription contrôlée : 10.2.7 Résultats des modélisations Le tableau suivant présente, pour chaque phénomène dangereux, les résultats des distances d'effets. Les valeurs en gras indiquent des effets sortant de la plateforme de Solvay.
Constats : L'inspection constate que l'analyse des phénomènes dangereux ayant des effets hors site prend comme référence les limites de la plateforme Belle étoile et non les limites de l'installation. Les phénomènes dangereux sortant du site ne sont donc pas totalement identifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant identifie les phénomènes dangereux sortant par rapport aux limites de son établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Mode d'exploitation

Référence réglementaire : Autre du 01/09/2017, article EDD
Thème(s) : Risques accidentels, Mode d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.3.2 Mode d'exploitation</p> <p>L'unité est exploitée à partir d'un poste de supervision placé dans la salle de contrôle où sont regroupées toutes les informations concernant le fonctionnement de l'unité. Cette salle se trouve à 130 mètres de l'installation. La conduite de l'installation en salle de contrôle est assurée par un système centralisé où les informations sont regroupées sur écran et apparaissent sous forme de synoptique. Les sécurités instrumentales sont traitées avec des relais électromécaniques indépendants du système de conduite</p> <p>L'unité fonctionne 24h / 24h tous les jours de l'année. Une maintenance est programmée tous les 2,5 ans avec un arrêt durant alternativement 10 ou 20 jours. Depuis 2014, Air Liquide exploite son unité hydrogène en astreinte. L'organisation est basée sur 4 équipes d'astreinte composée de deux personnes. Chaque équipe se charge des missions de l'astreinte une semaine sur quatre. Dans ce mode, le personnel Air Liquide est présent les heures ouvrées, et l'unité fonctionne sous le contrôle de ses équipements la nuit les week-ends et jours fériés.</p> <p>En cas d'alarme, le personnel d'astreinte est appelé, et se rend sur site. A sa demande, ou si la situation l'exige, l'arrêt d'urgence (et donc la mise en sécurité immédiate de l'unité) peut être assuré par du personnel présent en permanence sur le site (pompiers du site de Belle-Etoile).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a visité le poste de supervision placé dans la salle de contrôle, et le jour de la visite un technicien était présent sur le site.</p> <p>L'inspection constate que l'EDD prend bien en compte le dossier de porter à connaissance du 15/05/2016 concernant la modification du mode d'exploitation de l'unité hydrogène.</p> <p>Le mode actuel (sans présence humaine permanente) aussi appelé mode autocontrôle est pris en compte dans l'EDD du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de protection et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection et d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Mesures de protection et d'intervention pour limiter les conséquences d'un accident majeur :</p>

<p>a) Description des équipements mis en place dans l'installation pour limiter les conséquences d'accidents majeurs pour la santé publique et l'environnement, notamment les systèmes de détection/protection, les dispositifs techniques visant à limiter l'ampleur des rejets accidentels, y compris les dispositifs de pulvérisation d'eau, les écrans de vapeur, les cuves et bassins de captage ou de collecte d'urgence, les vannes d'arrêt, les systèmes de neutralisation et les systèmes de rétention des eaux d'incendie ;</p> <p>b) Organisation de l'alerte et de l'intervention ; Description des moyens mobilisables internes ou externes ; description de toute mesure technique et non technique utile pour la réduction des conséquences d'un accident majeur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'EDD du site n'identifie pas les moyens humains et matériel mobilisables (internes et/ou externes) utiles pour la réduction des conséquences d'un accident majeur. L'arrêté du 26 mai 2014 s'applique uniquement aux sites SEVESO cependant l'annexe III "INFORMATIONS MINIMALES DEVANT ÊTRE CONTENUES DANS LES ÉTUDES DE DANGERS" identifie les informations permettant de considérer la complétude de l'EDD.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète son EDD et s'assure qu'elle contient l'ensemble des informations listées dans l'Annexe III "INFORMATIONS MINIMALES DEVANT ÊTRE CONTENUES DANS LES ÉTUDES DE DANGERS" de l'AM du 26/05/2014.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 5 : Mesures de maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6. Mesures de maîtrise des risques.</p> <p>Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers.</p> <p>Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques ne figure pas dans l'étude de</p>

<p>dangers de l'exploitant.</p> <p>L'arrêté du 26 mai 2014 s'applique uniquement aux sites SEVESO cependant pour l'inspection l'annexe III "INFORMATIONS MINIMALES DEVANT ÊTRE CONTENUES DANS LES ÉTUDES DE DANGERS" identifie les informations permettant de considérer la complétude de l'EDD.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète son EDD avec le document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques et s'assure que son EDD contient l'ensemble des informations listées dans l'AM du 26/05/2014</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : moyens d'incendie et de secours

<p>Référence réglementaire : Autre du 01/09/2017, article EDD</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'incendie et de secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>12.4.1 Entretien des moyens d'incendie et de secours propres à l'unité</p> <p>Tous les extincteurs et douches portables sont vérifiés 1 fois par an. Toutes les vérifications sont consignées dans le « registre de sécurité incendie » qui se trouve en salle de contrôle.</p> <p>Les moyens de détection à savoir les détecteurs gaz (CO, H2, CH4, O2) et les détecteurs de flamme, sont vérifiés 3 fois par an. Ces vérifications sont consignées dans le système de GMAO (MAXIMO), les compte-rendus d'intervention sont archivés pour historique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aux regards des documents présentés par l'exploitant, l'inspection constate que les extincteurs et les douches portables sont bien vérifiés 1 fois par an, les rapports examinés ne comportent pas de non conformités. En revanche, l'inspection constate que le « registre de sécurité incendie » n'est pas à jour, il ne trace pas les derniers contrôles effectués.</p> <p>L'inspection a examiné le rapport de contrôle des détecteurs du 2/12/2024 fait par MSA. Ce rapport comporte une note importante: <i>"Il est URGENT de procéder à l'Upgrade de la centrale, sans quoi le système risque de tomber en panne."</i> Le technicien d'air liquide a montré la pièce de rechange upgradée visant à remplacer la pièce défectueuse de la centrale et a informé l'inspection que cette pièce serait mise en place lors de la prochaine panne de la centrale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met à jour le « registre de sécurité incendie » afin d'y faire figurer les vérifications annuelles des extincteurs et des douches portables.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois